

Institut national de l'information géographique et forestière (IGN)

Etablissement public à caractère administratif
73, avenue de Paris
94165 Saint-Mandé Cedex

Code T.V.A. de l'I.G.N. : FR18180067019

Représenté par M. Sébastien Soriano, Directeur général de l'IGN, nommé par décret du 3 janvier 2025 (JORF n°0003 du 4 janvier 2025)

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)

SILOG 25003

Travaux électriques sur le site IGN de Villefranche s/Cher (41)

Marché à procédure adaptée passé en application des articles L. 2123-1 et R. 2123-1, R2123-4 et R2123-5, R.2131-12 du Code de la commande publique

Service responsable de la passation du marché :
Secrétariat Général
Service des Achats et des Marchés
Département des marchés
73 avenue de Paris
94165 Saint-Mandé CEDEX

SOMMAIRE

<i>ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHE</i>	3
<i>ARTICLE 2 - PRESTATIONS ET MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE</i>	3
2.1 Présentation du site.....	3
2.2 Démarrage des prestations.....	3
2.3 Réglementation	4
2.4 Gestion des dechets de chantier.....	4
2.5 Prestations attendues	5
2.6 Habilitation électrique.....	6
2.7 Garantie.....	6
<i>ARTICLE 3 – DESCRIPTIF DES TRAVAUX A REALISER</i>	7
<i>ARTICLE 4 - NATURE, FORME, MODE DE PASSATION ET D'EXECUTION DU MARCHE</i>	9
<i>ARTICLE 5 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE</i>	9
<i>ARTICLE 6 - DUREE DU MARCHE – DELAI D'EXECUTION</i>	9
<i>ARTICLE 7- PRIX DU MARCHE</i>	9
Principes généraux	9
Prix initial et prix de règlement	10
<i>ARTICLE 8 - RECEPTION DES TRAVAUX</i>	10
<i>ARTICLE 9 - MODALITES DE FACTURATION</i>	11
<i>ARTICLE 10 - MODALITES ET DELAIS DE PAIEMENT</i>	12
<i>ARTICLE 11 - NORMES</i>	12
<i>ARTICLE 12 - AVANCE</i>	12
<i>ARTICLE 13 - SOUS-TRAITANCE</i>	13
<i>ARTICLE 14 - ASSURANCES</i>	14
<i>ARTICLE 15 - CORRESPONDANTS TECHNIQUES, ADMINISTRATIFS ET FINANCIERS</i>	14
<i>ARTICLE 16 - RESILIATION</i>	14
<i>ARTICLE 17 - PENALITES</i>	15
Généralités	15
Pénalités de retard	Erreur ! Signet non défini.
Pénalités pour ajournement des opérations de vérification	15
Pénalités pour non-présence à un rendez-vous	15
Pénalités pour non-respect de la filière de tri.....	15
<i>ARTICLE 18 -LANGUE DU MARCHE</i>	15
<i>ARTICLE 19 -LITIGES</i>	16
<i>ARTICLE 20 -DEROGATIONS AU CCAG-Tvx</i>	16

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet la réalisation de divers travaux électriques sur le site de l'IGN à Villefranche sur Cher (41). Le site comprend plusieurs bâtiments qui nécessitent des travaux de mise en conformité électrique et de remplacement de luminaires.

ARTICLE 2 - PRESTATIONS ET MODALITES D'EXECUTION DU MARCHÉ

2.1 PRESENTATION DU SITE

Le site IGN SOLOGNE est situé à l'adresse suivante : Camps des Landes – 218 Route de Tours 41200 VILLEFRANCHE S/CHER.

Contact : Olivier CORNET - Chef adjoint du Service de la Valorisation des Référentiels et du Patrimoine Chargé du site de Villefranche-sur-Cher - 07 56 11 47 67

Les travaux sont répartis sur plusieurs bâtiments et spécifiés sur le plan en annexe 1.

■ 2.1.2 - VISITE DES LIEUX

Une visite des lieux préalable à la soumission est obligatoire. Elle permettra au titulaire d'évaluer les contraintes techniques et des difficultés d'exécution liées au site.

■ 2.1.3 HORAIRES D'ACCES AU SITE

L'ensemble des travaux sera réalisé en site occupé : L'entreprise prendra en compte dans son phasage et dans le planning des travaux.

Le titulaire sera vigilant à respecter l'occupation, les contraintes de passage et d'entrées et de sorties du site.

Le site est accessible de 8h00 à 18h00 du lundi au vendredi hors jours fériés et fermetures exceptionnelles du site.

2.2 DEMARRAGE DES PRESTATIONS

Une réunion de lancement sera organisée au plus tard 15 jours après la notification du marché.

La date de démarrage des travaux sera fixée par un ordre de service (OS).

La période prévisionnelle des travaux est sur septembre et octobre 2025.

2.3 REGLEMENTATION

Le titulaire devra réaliser toutes les tâches liées à l'objet du présent marché conformément aux règles de l'art, des normes et de la réglementation en vigueur, notamment et sans être exhaustif :

Norme NF C 15-100 : Installations électriques à basse tension.

DTU 61.1 : Travaux de bâtiment - Électricité.

DTU 70.1 : Installations électriques dans les locaux à haute tension.

Directive Européenne 2014/35/EU : Basse Tension.

Les documents techniques unifiés (DTU)

Les recommandations de la commission électrotechnique internationale (CEI)

Les normes Européennes de la commission de normalisation électrotechnique (CENELEC)

L'arrêté du 10 novembre 1976 relatif aux circuits et installations de sécurité dans les locaux recevant du personnel,

Le règlement sanitaire départemental,

Le code de la construction et de l'habitation pour les respects techniques qu'il contient,

Décret du 2 août 1983 relatif à l'éclairage des lieux du travail,

Arrêté du 2 octobre 1978 relatif aux blocs autonomes d'éclairage de sécurité,

Décret N° 92587 du 26 juin 1992 relatif à la compatibilité électromagnétique des appareils électriques et électroniques, en application de la directive CEE 89335,

Conforme aux articles EL2 à EL6 du règlement de sécurité,

Conforme aux articles EC7 à EC15 du règlement de sécurité pour les éclairages de sécurité.

Tous documents spécifiques du présent document garantissant le respect des décrets et normes en vigueur.

2.4 GESTION DES DECHETS DE CHANTIER

L'IGN porte une attention particulière sur la mise en place d'une bonne gestion des déchets de chantier.

La législation sur les déchets a fixé les priorités de la politique *déchets* :

- Prévention et réduction de la production et de la nocivité des déchets,
- Valorisation des déchets par réemploi, recyclage ou valorisation énergétique,
- Stockage uniquement des déchets ultimes en installation de stockage ;

ainsi que des objectifs forts pris en conformité avec ces priorités à savoir :

- Atteindre un minimum de 70% de valorisation matière des déchets non dangereux du BTP à horizon 2025 ;
- Stabilisation de la production de déchets du BTP au niveau de 2010 ;
- Réduction de la quantité de déchets non dangereux mis en décharge (- 30% à horizon 2020 et - 50% à horizon 2025, par rapport à 2010.

Le titulaire devra se conformer à ces dispositions de réduction de la production et de la gestion des déchets, et devra proposer des solutions techniques correspondantes.

Le Titulaire doit le nettoyage parfait des zones et locaux où il travaille et des accès qu'il emprunte pour l'exécution de ses travaux en fin de chantier et tout au long du chantier.

Le Titulaire est responsable, en sa qualité de producteur ou de détenteur, des déchets générés par ses activités et produits sur l'ensemble du site, jusqu'à leur entière élimination. L'élimination des déchets doit être réalisée régulièrement et comprend les opérations de collecte, stockage, tri, transport dans un centre de traitement ou de dépôt agréé.

Le nettoyage soigné du chantier est une condition préalable pour toute réception des ouvrages.

Les évacuations des produits dangereux (batteries, condensateurs, ...) sont effectuées dans le respect du décret n° 2007-1467 du 12 octobre 2007 relatif au livre V de la partie réglementaire du code de l'environnement: relatif au transport de déchets dangereux.

Pour chaque enlèvement, l'établissement d'un BSD (Bordereau de Suivi de Déchets) est obligatoire et à la charge du titulaire. Une copie de ce document doit être remise à l'IGN.

Les Bordereaux de Suivi des Déchets (BSD) devront être fournis.

2.5 PRESTATIONS ATTENDUES

■ INSTALLATION DE CHANTIER

Le Titulaire aura à sa charge l'amenée, l'installation, l'entretien général et le repliement des installations de chantier.

■ SIGNALISATION ET PROTECTION DE CHANTIER

Le Titulaire prévoit l'ensemble des protections nécessaires pour garantir la sécurité des usagers et des intervenants durant la phase de chantier.

Il assure la signalisation de son chantier sur les voies et parking ouverts au public et assure un barriérage autour des zones de travaux.

Il est rappelé l'importance de la sécurité des usagers lors des phases critiques des travaux.

■ SECURITE DES TRAVAILLEURS

Le Maître d'Ouvrage mandate si besoin un Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé (CSPS). Dans ce cas, le Titulaire rédige un PPSPS dès la signature du bon de commande qui sera soumis au CSPS.

De manière générale le Titulaire du marché prend toutes les mesures de sécurité pour éviter les accidents, tant à l'égard de son personnel (y compris les sous-traitants éventuels) qu'à l'égard des tiers.

Il fournit à ce titre l'ensemble des équipements de protections collectives et de protections individuelles à ses travailleurs.

■ ETAT DES LIEUX

Le Titulaire est responsable de toute dégradation dont il ne peut prouver l'existence avant l'exécution de ses travaux. Il a réalisé à ce titre un état des lieux préalable.

■ PLAN DE PREVENTION

Le Titulaire s'engage à réaliser les interventions nécessaires en conformité avec la législation et la réglementation en vigueur. Les situations à risque seront identifiées en collaboration avec la Maîtrise d'ouvrage lors de l'élaboration du plan de prévention.

■ PROCEDURE / PLAN D'ACTION

Le Titulaire devra fournir un calendrier détaillé des différentes actions menées, en indiquant des horaires et durée précis.

Le titulaire devra mentionner les coupures de réseau à appliquer afin de les coordonner avec le fournisseur ainsi que les délais administratifs prévisionnels des demandes d'actions au fournisseur du réseau.

■ MISE EN EXPLOITATION ET TESTS

Le Titulaire assure les prestations suivantes :

- Paramétrage et réglage des matériels,
- Mise en service des installations,
- Essais de bon fonctionnement,

2.6 HABILITATION ELECTRIQUE

Pour rappel, l'article R4544-9 du Code du Travail, prévoit que les opérations sur les installations électriques ou dans leur voisinage ne peuvent être effectuées que par des travailleurs habilités.

L'habilitation est délivrée par l'employeur à ses salariés selon la norme NF C18-510 qui décrit les rôles et responsabilités des chefs d'établissement et des intervenants et décrit les modalités des habilitations nécessaires en fonction des opérations et selon les domaines de tension.

Le titulaire devra justifier dans son offre et tout au long du chantier de l'habilitation pour l'ensemble des personnels qui sera amené à intervenir dans le cadre du présent marché .

2.7 GARANTIE

Le titulaire restera garant des pièces qu'il aura changées pendant une période de 2 ans minimum (pièces, main d'œuvre et déplacement) après la réception des travaux sans réserve. Pendant cette période, le titulaire devra réaliser tous les travaux nécessaires à la mise au point et aux réglages nécessaires au bon fonctionnement des installations.

ARTICLE 3 – DESCRIPTIF DES TRAVAUX A REALISER

▪ **Remplacement de luminaire**

Dépose, fourniture et pose d'éclairage Led - bâtiment **V1** : voir annexe 2

- Réglettes leds double 1,5M phase neutre MM coté + néons Leds PU 2*24W 4000°K

Quantité : 22 (côté droit) + 21 (côté gauche) soit 43 au total

Dépose, fourniture et pose d'éclairage Led bâtiment **U** : voir annexe 3

- Réglettes leds double 1,5M phase neutre MM coté + néons Leds PU 2*24W 4000°K

Quantité : 3 (côté droit) + 3 (côté gauche) soit 6 au total

Dépose et pose d'éclairage Led bâtiment **U** :

-12 réglettes leds existantes en pose uniquement → DP 1500 55W 4000K IP65

Dépose, fourniture et pose d'éclairage Led bâtiment **Z** : voir annexe 4

- Réglettes leds double 1,5M phase neutre MM coté + néons Leds PU 2*24W 4000°K

Quantité : 6 (côté droit bâtiment) + 2 (côté Impression numérique) soit 8 au total

Dépose, fourniture et pose d'éclairage Led bâtiment **Y** : voir annexe 5

- Réglettes leds double 1,5M phase neutre MM coté + néons Leds PU 2*24W 4000°K

Quantité : 12 (côté thermoformage) + 5 (côté plieuse) + 2 (côté découpage) soit 19 au total

Dépose, fourniture et pose d'éclairage Led bâtiment **F35 (Cartothèque)** : voir annexe 6

- Réglettes leds double 1,5M phase neutre MM coté + néons Leds PU 2*24W 4000°K

Quantité : 2 rangées de 3 néons + 2 rangées de 2 néons + 1 néons à chaque porte soit 12 au total

Dépose, fourniture et pose d'éclairage pavés Led bâtiment **D et Cartothèque** : voir annexes 6 et 7

- Pavés leds 600*600 4000°K PU38W

Quantité : 10 (6 bureaux bâtiment D et 4 bureaux bâtiment F3)

▪ **Changement Armoire électrique**

Dépose, fourniture et pose pour la station d'épuration : Photo en annexe 10.

- tableau électrique

- suppression des blocs prises et raccordement en direct sur le tableau

▪ **Remplacements interrupteurs**

Dépose, fourniture et pose d'interrupteurs voir annexes 3,4,5,7,8 et 9

- Interrupteurs en saillies pour les bâtiments U, Z, Y (local compresseur), F1, chaudière F3, chaudière V2 et chaudière Z

Quantité : 11

- interrupteur avec voyant lumineux dans le bâtiment F3

Quantité : 1

▪ **Remplacements prises**

Dépose, fourniture et pose de prises : voir annexes 2 et 5

- prises à remettre en service dans le bâtiment V1

Quantité : 2

- prise à remettre en service dans le bâtiment Y

Quantité : 2 (une prise en 220 V et une prise en 380 V)

▪ **Installation nouvelle prise**

Fourniture et pose : voir annexe 4

- pose d'une prise en 380V pour un broyeur dans le bâtiment Z :

Quantité : 1

- pose d'une prise en 220V à côté de la prise du broyeur.

Quantité : 1

- pose de 2 prises en 220 V et 2 prises RJ45. Une au bâtiment V et l'autre au bâtiment Y.

Raccordement des prises au TGBT avec un ampérage de 16 A.

▪ **Fournitures**

Néons Sylvania double CF-L 36 w / 830 - Quantité : 4

▪ **Intervention sur TGBT**

Modification au TGBT du bâtiment Z, d'un disjoncteur en Schneider à passer en 16 A pour table de levage.

Diagnostic au TGBT du bâtiment F5, sur le disjoncteur de l'éclairage.

ARTICLE 4 - NATURE, FORME, MODE DE PASSATION ET D'EXECUTION DU MARCHÉ

Il s'agit d'un marché à procédure adaptée passé en application des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 du code de la commande publique.

Le marché est non alloté et mono-attributaire.

Les prestations seront réglées à prix forfaitaires.

La date de démarrage des travaux sera fixée par un ordre de service.

ARTICLE 5 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

1. l'**acte d'engagement** (formulaire ATTR11) du titulaire et son annexe DPGF sous format libre ;
2. le présent **cahier des clauses particulières** (CCP) n° SILOG 25003, dont les exemplaires conservés dans les archives de l'IGN font seuls foi ;
3. le **cahier des clauses administratives générales** applicables aux marchés publics de travaux (C.C.A.G.-TVX.) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021. Ce document réputé connu n'est pas annexé au présent marché ;
4. l'offre technique et financière du titulaire, y compris le planning prévisionnel d'exécution.

En cas de non-conformité ou de divergence d'interprétation entre les stipulations des pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

Toute clause figurant aux conditions générales du titulaire sur ses tarifs ou au dos de ses factures et contraire aux documents indiqués ci-dessus est réputée non écrite.

ARTICLE 6 - DURÉE DU MARCHÉ – DÉLAI D'EXECUTION

Le délai prévisionnel d'exécution du marché est d'environ 5 mois y compris le délai d'approvisionnement des matériels et le délai de réalisation. Le planning de chantier détaillé intégrant les différentes étapes (réunion de lancement, délais d'approvisionnement et délais d'exécution, réception,...) fourni par le titulaire dans son offre technique deviendra contractuel par la notification du marché.

ARTICLE 7- PRIX DU MARCHÉ

PRINCIPES GÉNÉRAUX

La monnaie de référence est l'euro.

Le taux de TVA applicable est celui en vigueur au moment du fait générateur.

Le prix est réputé comprendre :

- toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations ;
- tous les frais correspondant à l'obligation faite au titulaire de maintenir les moyens d'intervention en personnel et en matériel en vue d'assurer l'ensemble des prestations dans les règles de l'art ;
- toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations (temps de déplacement, frais de déplacement, de bouche et d'hébergement, fourniture et acheminement de documents et de consommables, etc.) ;
- toutes dépenses liées aux obligations de l'entreprise pour la gestion environnementale du chantier, et comprenant les mesures particulières concernant le non mélange des déchets, le tri et l'évacuation des déchets ;
- les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les prestations faisant l'objet du marché sont traitées à prix forfaitaires.

La décomposition du prix global et forfaitaire se trouve au sein de l'annexe financière à l'acte d'engagement.

Les prix sont fermes et définitifs.

PRIX INITIAL ET PRIX DE REGLEMENT

Le prix initial du marché est celui indiqué dans l'offre financière du titulaire. Ce prix s'entend hors taxes.

Le prix de règlement effectivement payé au titulaire découle du prix initial et comprend la taxe sur la valeur ajoutée ainsi que les éventuels intérêts moratoires, pénalités de retard, réfections, etc.

ARTICLE 8 - RECEPTION DES TRAVAUX

La réception des installations sera prononcée par la maîtrise d'ouvrage. Ce dernier pourra missionner un bureau de contrôle pour l'accompagner.

Les essais et les vérifications du bureau de contrôle devront s'effectuer en présence du prestataire.

Le jour de réception des travaux, le prestataire remettra à la maîtrise d'Ouvrage le dossier technique en format numérique et papier. Le dossier sera composé des éléments suivants :

- Les notices techniques en langue française des pièces installées ainsi que les coordonnées des fournisseurs ;
- Tous les éléments (matériel, Instruments de mesure, et personnel qualifié nécessaire pour prouver le bon fonctionnement général des installations)
- Le PV de certificat de conformité des pièces.

Les opérations de réceptions se dérouleront conformément aux articles 41 à 43 du CCAG Travaux.

L'autorité de l'IGN chargée de la réception des travaux est le chef de site ou son représentant.

Le titulaire avise l'IGN, par écrit, de la date à laquelle il estime que les travaux ont été achevés. L'IGN convoque dans les plus brefs délais le titulaire aux opérations de réception des travaux pour constater leur achèvement et vérifier leur conformité.

Les opérations de réception des travaux font l'objet d'un procès-verbal (PV) dressé par l'IGN, signé par lui et le titulaire. Un exemplaire de ce PV est remis au titulaire.

Si l'IGN prononce la réception avec ou sans réserve, il fixe dans le PV la date qu'il retient pour l'achèvement des travaux à la date de leur réception. Ce PV constituera alors la décision de réception des travaux.

Lorsque la réception est assortie de réserves, le titulaire doit remédier aux imperfections et malfaçons correspondantes dans un délai maximum de 30 jours à compter de la date de réception des travaux.

Au cas où ces travaux ne seraient pas faits dans le délai prescrit, l'IGN peut les faire exécuter aux frais et risques du titulaire, après mise en demeure demeurée infructueuse.

Les garanties découlant des articles 1792, 1792-2 et 1792-3 du Code Civil commencent à courir à compter de la date de réception des travaux.

ARTICLE 9 - MODALITES DE FACTURATION

1° Le règlement des sommes dues au titulaire est subordonné à la transmission préalable par celui-ci d'une facture valant demande de paiement.

2° Dépôt de la facture sur Chorus Pro

En application de l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, les factures émises à l'encontre de l'IGN doivent être déposées sur le portail Chorus Pro. Cette obligation **est étendue à l'ensemble des entreprises depuis le 1^{er} janvier 2020**.

Une documentation relative au fonctionnement de la plateforme Chorus Pro est consultable à l'adresse suivante :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/emetteur-de-factures-electroniques/>

Les références à utiliser pour déposer les factures à destination de l'IGN sur Chorus Pro sont :

- le numéro SIRET de l'IGN : **18006701900430**,
- le numéro du bon de commande transmis par l'IGN.

Ces références sont indiquées sur le bon de commande transmis par l'IGN.

Il est précisé que l'IGN n'utilise pas de n° service exécutant dans Chorus Pro.

Le comptable assignataire des paiements est l'agent comptable de l'IGN.

Toute question relative à la facturation ou au paiement doit être adressée au service facturier de l'Agence comptable de l'IGN (tél. 01 43 98 83 11 ; courriel : service.facturier@ign.fr).

Le fonctionnaire habilité à fournir les renseignements prévus par la réglementation sur le nantissement des marchés est l'ordonnateur de l'IGN.

3° Les factures afférentes aux paiements portent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le numéro SIRET de l'IGN : 180 067 019 00430,

- la référence du service prescripteur de l'IGN (SGM),
- la date d'émission de la facture,
- les coordonnées bancaires du titulaire,
- la désignation de la prestation réalisée,
- le prix hors taxes,
- le montant et le taux de la TVA,
- le prix toutes taxes comprises,
- le numéro de TVA intracommunautaire du titulaire.

ARTICLE 10 - MODALITES ET DELAIS DE PAIEMENT

Le paiement des sommes dues au titre de l'exécution du marché s'effectue à terme échu, suivant les règles de la comptabilité publique, par virement administratif dans un délai global maximum de trente (30) jours à compter de la réception des factures dûment renseignées.

Le décompte du délai se fait à réception de la facture qui vaut demande de paiement. Toutefois, le point de départ du délai est la date à laquelle le paiement est exigible, lorsque cette date est postérieure à la date de réception de la facture.

Le défaut de paiement dans le délai prévu ci-dessus fait courir de plein droit et sans formalité des intérêts moratoires et une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement au bénéfice du titulaire et des sous-traitants éventuels.

Conformément aux dispositions des articles R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Le montant de l'indemnité forfaitaire de recouvrement est fixé à 40 euros.

Le marché est financé sur les ressources de l'IGN constituées d'une dotation de l'Etat et de recettes d'activités.

ARTICLE 11 - NORMES

Le titulaire garantit que les prestations faisant l'objet du marché obéissent aux normes françaises ou équivalentes européennes ou internationales en vigueur au moment de leur réalisation. La mise en conformité à la réglementation est à la charge du titulaire.

ARTICLE 12 - AVANCE

Au titre du présent marché, et sauf renonciation de sa part à l'acte d'engagement, le titulaire peut prétendre au versement d'une avance de 30 % si les conditions prévues aux articles R. 2191-3 à 5 et R.2191-11 et 12 du code de la commande publique sont satisfaites

Le remboursement de l'avance s'effectue conformément aux dispositions des articles R2191-11 et R2191-12 du code de la commande publique.

ARTICLE 13 - SOUS-TRAITANCE

Les obligations du présent document s'appliquent intégralement aux sous-traitants, le titulaire s'engage à les leur communiquer.

Conformément à l'article 3 de la loi du 31 décembre 1975 et à l'article L. 2193-10 du code de la commande publique, le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché, à condition d'avoir obtenu de l'IGN l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement doivent alors faire l'objet d'un acte spécial signé du sous-traitant, du titulaire et de l'IGN. Cet acte spécial peut être présenté sous la forme d'un formulaire DC4 de déclaration de sous-traitance disponible à l'adresse <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>.

Quelle que soit sa forme de présentation, cet acte doit reprendre tous les renseignements mentionnés ci-dessous :

- la nature des prestations sous-traitées,
- le nom et l'adresse du sous-traitant proposé,
- le montant maximum à verser au sous-traitant,
- les conditions de paiement prévues, y compris, le cas échéant, les modalités de variation des prix,
- le droit ou non du sous-traitant au paiement direct (pour rappel, tout sous-traitant qui intervient dans un marché public pour un montant supérieur à 600 € TTC doit être payé directement par l'IGN),
- en cas de paiement direct du sous-traitant par l'IGN, le souhait du sous-traitant de bénéficier ou non de l'avance prévue au marché,
- la déclaration qu'aucune cession ou nantissement des créances du marché public ne fait obstacle au paiement direct du sous-traitant,
- les capacités du sous-traitant sur lesquelles le titulaire s'appuie,
- une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

La présentation de ces renseignements n'emporte pas automatiquement l'acceptation du sous-traitant et de ses conditions de paiement : l'IGN est libre de le refuser, s'il motive sa décision.

Le silence de l'IGN pendant plus de 21 jours après la réception de la demande vaut acceptation du sous-traitant.

Attention : si le titulaire a conclu un contrat de sous-traitance d'au moins 5 000 € HT, il doit s'assurer, tous les 6 mois et jusqu'à la fin du contrat, que son sous-traitant s'acquitte bien de ses obligations déclaratives (fourniture des déclarations d'activité et d'emploi salarié) et du paiement des cotisations et contributions sociales, en lui demandant de lui fournir une attestation de vigilance.

ARTICLE 14 - ASSURANCES

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 15 - CORRESPONDANTS TECHNIQUES, ADMINISTRATIFS ET FINANCIERS

A compter de la notification du marché, le titulaire désigne le nom et les coordonnées professionnelles de la (ou des) personne(s) chargée(s) de conduire et de diriger l'exécution des prestations en son nom.

Le suivi technique IGN du marché est assuré par le Service de l'immobilier et de la logistique (SILOG) ou son représentant désigné.

Le titulaire est informé du (ou des) référent(s) technique(s) IGN après notification du marché.

Le suivi administratif IGN du marché est assuré par le Département des marchés (courriel : marches-publics@ign.fr).

Toute question relative à la facturation ou au paiement sera adressée au service facturier (Tél. 01 43 98 83 11 ; Courriel : service.facturier@ign.fr).

Le titulaire doit informer l'IGN, dans les plus brefs délais, des changements affectant son organisation, et en particulier des coordonnées des personnes chargées du suivi d'exécution du marché. Cette obligation incombe également à l'IGN.

ARTICLE 16 - RESILIATION

Les conditions de résiliation du marché sont définies au chapitre VII du CCAG-Travaux.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra une indemnisation conformément aux dispositions de l'article 50.4 du CCAG-Travaux.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4 et R. 2143-3 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

En cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 17 - PENALITES

GENERALITES

Les dispositions de l'article 19 du CCAG Travaux s'appliquent à toutes les pénalités autres que retard d'exécution, sans qu'une mise en demeure préalable ne soit nécessaire.

Les pénalités indiquées ci-après sont toutes cumulables.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG Travaux, le montant des pénalités n'est pas plafonné.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG Travaux, il n'y a pas d'exonération de pénalité.

Le montant cumulé des pénalités sera retenu sur les sommes dues au Titulaire.

PENALITES POUR AJOURNEMENT DES OPERATIONS DE VERIFICATION

Chaque ajournement d'une des opérations de vérification pourra donner lieu à l'application d'une pénalité d'un montant égal à 5 % du montant total de la prestation concernée par l'ajournement.

PENALITES POUR NON-PRESENCE A UN RENDEZ-VOUS

Les rendez-vous (réunion de lancement, réunion d'avancement ou de chantier, état des lieux, constats contradictoires, constat de chantier, essais, réception ...) sont fixés par le maître d'œuvre. Les comptes rendus, lorsqu'ils mentionnent la date du prochain rendez-vous valent convocation des entreprises dont la présence est requise.

À défaut, la date du prochain rendez-vous sera précisée par courrier électronique qui vaudra alors convocation des entreprises dont la présence est requise.

En cas d'absence de l'une des entreprises dont la présence est requise, le Titulaire encourt une pénalité fixée à 200 € (deux-cent euros) par absence.

PENALITES POUR NON-RESPECT DE LA FILIERE DE TRI

En cas de non-respect des stipulations concernant le tri des déchets et le respect de l'environnement, l'entreprise en infraction encourt, sur constatation de la maîtrise d'ouvrage, avec mise en demeure préalable non suivie d'effets, une pénalité fixée à 500 euros par infraction constatée

ARTICLE 18 -LANGUE DU MARCHE

La langue utilisée pendant la procédure et l'exécution du marché est le français.

ARTICLE 19 -LITIGES

Dans le cas où un accord ne pourrait intervenir après une tentative de règlement amiable entre les parties, le litige serait porté devant le tribunal administratif de Paris.

ARTICLE 20 -DEROGATIONS AU CCAG-TVX

L'article 16 déroge en partie à l'article 19 du CCAG-Travaux en ce qu'il ajoute des pénalités supplémentaires.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG Travaux, le montant des pénalités n'est pas plafonné.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG Travaux, il n'y a pas d'exonération de pénalité.